

Le quotidien *Le Progrès* et la grève des éboueurs du Grand Lyon

Passée inaperçue dans les médias nationaux, occupés par « l'affaire Merah et la campagne présidentielle », la récente grève des éboueurs du Grand Lyon (du 12 au 29 mars 2012), a donné lieu à une mobilisation certaine dans la presse locale [1]. Ce conflit social méritait par lui-même toute l'attention, car c'est le choix entre la gestion privée et la gestion publique du ramassage des ordures sur la Communauté Urbaine de Lyon qui était en jeu [2]. Mais pour *Le Progrès* (unique journal quotidien de l'agglomération), la mission d'information n'est pas là précisément où on l'attend. Passage en revue d'un fiasco éditorial.

Rappel des faits

En février dernier, les agents de propreté de la ville de Lyon et leurs organisations syndicales découvrent que le « Grand Lyon » [3], dirigé par le socialiste Gérard Collomb, projette de réorganiser les collectes d'ordures ménagères. Celles-ci, jusqu'ici réparties entre public et privé à parts égales, seraient désormais redistribuées en faveur des entreprises privées qui se verraient attribuer la collecte des secteurs les plus rentables, en l'occurrence ceux de tous les arrondissements de Lyon et de Villeurbanne [4]. La gestion publique du ramassage des ordures se limiterait à l'ensemble des autres communes de la petite et de la grande couronne. Pour les organisations syndicales, qui n'ont pas été consultées, il s'agirait ni plus ni moins d'une privatisation rampante du secteur et qui, accessoirement, repousserait désormais en dehors de la ville de Lyon (vitrine du Grand Lyon) les risques de grève.

Malgré les réticences qu'il suscite, le projet est imposé par les responsables de la Communauté urbaine. Si Gérard Collomb accepte quelques aménagements face aux mécontentements des agents, il reste intraitable sur la nouvelle répartition des secteurs qui devient la pierre d'achoppement du conflit [5].

Le mouvement de grève, très suivi, devient alors très visible pour les habitants puisque les ordures s'amoncellent, dans les rues de Lyon et de Villeurbanne notamment, pendant presque trois semaines.

Au plus près du lecteur...

Propriété du groupe EBRA et désormais du Crédit Mutuel [6], *Le Progrès* a suivi le conflit quotidiennement depuis le début des négociations entre syndicats et représentants du Grand Lyon (le 23 février) jusqu'à la fin de la grève plus d'un mois plus tard.

Plus de soixante-dix articles au total, mobilisant correspondants locaux et rédaction régionale ! On aurait donc pu attendre une couverture détaillée, si ce n'est approfondie, de la situation... Mais, avant même que la grève commence, en lieu et place d'une présentation de cette situation, c'est une mise en bouche épicée, à base d'annonces alarmistes, qui est servie aux lecteurs du *Progrès*, histoire de les mettre en appétit.

Tout à sa mission d'information en effet, le quotidien n'a de cesse de prévenir, à grands renforts d'articles dont certains sont montés en « Une », d'une « menace » qui plane sur la tranquille agglomération... : « *Menace de grève des éboueurs : la direction du Grand Lyon reçoit les syndicats* » (23 février), « *Menaces de grève chez les éboueurs : les syndicats consultent leur base* » (28 février),

« *Grand Lyon : les éboueurs menacent de faire grève à partir de lundi* » (6 mars), « *La menace d'une grève des éboueurs pèse sur la collecte pour lundi* » (7 mars), « *Menace de grève des éboueurs du Grand Lyon : des propositions de Collomb* » (9 mars), « *Conflit des éboueurs : Collomb lâche du lest, la menace de grève n'est pas levée* » (10 mars), « *Menace de grève des éboueurs : tout se joue aujourd'hui à 5 h 30* » (12 mars). Une menace décidément très menaçante ou comment bien faire entendre qu'à compter du 12 mars, une partie des rues de Lyon et des communes environnantes se retrouveront sous des amas d'ordures : une conséquence qu'il est manifestement plus important à mettre en avant que sa cause.

Une fois la grève commencée, et en guise de plat de résistance, c'est l'incontournable drame des habitants du Grand Lyon, « victimes » du conflit, qui se décline sous tous les angles et au gré d'un vocabulaire varié, à mesure que les poubelles s'amoncellent sur les trottoirs :

- « **indulgence et confusion** » . Le 16 mars, le titre d'un article met en garde : « *Grève des éboueurs : la population indulgente... si ça ne dure pas.* » Et le journaliste de multiplier les appels du pied aux habitants du Grand Lyon touchés par le début de la grève : « *[...] les habitants restent compréhensifs, mais pour combien de temps ?* », « *Les Lyonnais gardent leur sang-froid, usant de réflexions laconiques, mais sont obligés de reconnaître que le non ramassage des ordures ménagères commence à poser problème. Chez les habitants comme chez les commerçants.* » Ou encore : « *La confusion n'a jamais été aussi grande dans la population. Incompréhension aussi lorsque, comme dans la journée de mercredi, des poubelles sont ramassées sur certains grands axes et places mais pas dans les rues adjacentes.* » - « **système D** » . Le 21 mars : « *La grève des éboueurs se durcit, des riverains s'organisent* » La suite est à l'avenant : « *Le mouvement tend à se durcir, laissant la population subir ou user du système D.* » - « **injustice** » . Le 23 mars, dans l'article « *La grève des éboueurs complique le quotidien des Villeurbannais* » : « *Au final, la grogne monte, attisée par le sentiment d'injustice.* » - « **impatience** » . L'un des articles du 24 mars titre : « *Grève des éboueurs : les Croix-Roussiens attendent le déblocage avec impatience.* » - « **désarroi** » . Le 24 mars, dans l'article « *Des habitants désespérés face aux amoncellements de déchets* » : « *douze jours que les ordures s'empilent sur les trottoirs pour le plus grand désarroi des riverains.* » - « **ras-le-bol et prise d'otage**... » . Le 26 mars, dans l'article « *Tassin. Grève des éboueurs : la ville submergée par les détritres* » : « *Les riverains expriment leur ras-le-bol vis-à-vis de l'état des rues de la commune. Le nombre de sacs-poubelles ne cesse d'augmenter. [...] Stéphane F., un riverain, s'estime "pris en otage" même si l'on reconnaît aux éboueurs "le droit de se faire entendre". L'agacement et l'incompréhension gagnent les habitants.* »

Pourtant, informer les lecteurs, n'est-ce pas aussi parler du conflit lui-même ? Au douzième jour de grève, le manque d'inspiration commence à se faire sentir ... Mais le printemps est là (avec en prime une jolie tourterelle...) pour sauver l'information :

« *Michèle T. s'est levée de bonne humeur, hier matin. Une tourterelle l'a réveillée. Par la fenêtre de l'immeuble, elle a regardé le soleil se lever sur les petits jardins où les arbres commencent à se parer de couleurs. Le printemps est là depuis deux jours et s'est installé à Villeurbanne. La journée se présente bien. En sortant de l'ascenseur, une odeur nauséabonde lui pénètre dans les narines. L'entrée de l'immeuble est pratiquement bouchée par un tas d'immondices, de poubelles recouvertes des sacs éventrés qui envahissent les trottoirs. Rue Flachet, jeudi 22 mars à 8 heures, la grève des éboueurs continue...* » [7]

Enfin le 30 mars, alors que la grève vient de s'achever dans la plupart des secteurs concernés, c'est un expert qui est appelé à témoigner d'éventuels risques sanitaires dus à la prolifération (éventuelle elle aussi... aucune étude n'ayant été réalisée) des rats.

Le directeur du laboratoire de leptospirose animale répond ainsi aux questions d'un journaliste soucieux d'éclairer son lecteur, en choisissant d'évoquer un risque,... immédiatement qualifié de « *minime* » :

- *Le Progrès* : « *Les rats pullulent. Y a-t-il un risque de leptospirose ?* »
- Angeli Kodjo (l'expert) : « *Le risque existe, bien qu'il soit minime. Avec l'accumulation d'ordures, la population de cet animal peut*

doubler en l'espace de vingt et un jours. **(la grève durait depuis bientôt trois semaines, NDLR) »**

L'interview se poursuit en forme de conseils sanitaires... :

- Le Progrès : « Alors il ne faut pas créer de psychose ? »
- Le Progrès : « Comment se transmet cette maladie ? »
- Le Progrès : « Quels sont les symptômes de cette maladie ? »
- Le Progrès : « Est-ce facile de soigner la leptospirose ? »

Ne « pas créer de psychose » donc...

... et jamais loin des autorités

Lorsqu'il est tardivement invité, le 27 mars, à venir répondre aux questions des journalistes du Progrès, Gérard Collomb reprend à son compte l'« exaspération » qui semble toucher ses administrés : « Cependant, aujourd'hui les Lyonnais s'exaspèrent. Ils ne comprennent pas ce conflit. C'est pourquoi j'en appelle à la responsabilité de chacun. » Mieux encore, les bonnes dispositions des journalistes du grand quotidien régional permettent au président du Grand Lyon d'exprimer sa pensée sans avoir à subir les assauts de relances malséantes :

- Le Progrès : « Cette situation est préjudiciable pour tous ? »
- Gérard Collomb : « Oui et je le regrette. La situation n'est bonne ni pour les habitants, dont beaucoup rencontrent déjà de vraies difficultés, ni pour les agents. Elle n'est pas bonne non plus pour l'image de la ville. »

Pour autant, une fois passée la compassion généralisée ou la déploration tout terrain contre l'atteinte à « l'image de la ville », il faut s'atteler aux « vrais » problèmes :

- Le Progrès : « Êtes-vous d'accord avec ceux qui évoquent les bons salaires des éboueurs ? »
- Gérard Collomb : « Je ne juge pas. Les chiffres ont été donnés. Chacun peut les apprécier. Ils montrent simplement que nos agents ne sont pas les plus à plaindre. »

La seule information nouvelle ici, pour ceux qui suivent le dossier depuis quelques semaines, c'est que le président du Grand Lyon est d'accord... avec son subordonné Thierry Philip, délégué à la propreté du Grand Lyon (« ceux qui évoquent... »), lequel a ouvert la polémique, une dizaine de jours plus tôt, en invoquant des conditions de travail et des salaires, selon lui, très avantageux des agents de la ville (« 1710 euros en début de carrière »). Qu'importe que ce chiffre ait été immédiatement démenti par ces mêmes agents qui mettaient alors à disposition de la presse leur fiche de salaire, le maire de Lyon valide (sans « juger ») et le journaliste n'a pas le mauvais esprit de le relancer.

En guise de conclusion, et sans jamais revenir sur les questions de fond que pourraient poser les choix du Grand Lyon, l'interviewer soucieux de relayer les inquiétudes de la population, livrée aux sacs poubelles, se prête au jeu des anticipations rationnelles :

- Le Progrès : « Êtes-vous prêt à faire appel à l'armée ? »

Car il est d'autres retombées du conflit qui appellent à dépasser les intérêts particuliers pour faire œuvre de responsabilités. Les commerçants et autres restaurateurs en témoignent, c'est aussi l'économie locale qui risque de vaciller :

- Le 16 mars (« Grève des éboueurs : la population indulgente ... si ça ne dure pas »), la gérante d'un magasin s'offusque d'une revendication des éboueurs : « Je comprends qu'il refuse la privatisation mais vouloir tous leurs samedis... Nous, commerçants, on ne les a jamais eus. »
- Le 24 mars : « Devant les commerces aussi, les poubelles débordent. "La situation est gênante pour tout le monde", témoigne Frank, serveur en terrasse dans une brasserie. "Il commence à faire chaud, les odeurs remontent et il va sans dire que les gens n'ont pas envie de s'installer en terrasse." Pour les commerces d'alimentation, c'est surtout le manque d'hygiène lié à la situation qui est pointé du doigt. » (« Grève des éboueurs : les Croix-Roussiens attendent le déblocage avec impatience. »)
- Le 30 mars, alors que la grève est finie et que les ramassages des ordures reprennent, un journaliste du Progrès se fait écho au

calvaire d'une restauratrice dont on ramasse « enfin » (l'article en question commençant par ce soulageant « Enfin ! ») les poubelles devant chez elle : « Vous savez que j'ai perdu 7000 euros de marge, et encore, je ne compte pas tout. »

Le Progrès ne prendra pourtant pas la peine de revenir sur les pertes de salaire des grévistes, préférant résumer ainsi la fin du conflit, dans un article daté (ça ne s'invente pas) du 1er avril : « La grève qui vient de s'achever a créé de vraies nuisances pour la population. Elle a, en outre, donné lieu à un bras de fer musclé entre agents et direction de la propreté. Les organisations syndicales qui composaient l'intersyndicale, ont été assignées au tribunal. »

De « vraies » nuisances donc (on se demande à quoi ressemblent les « fausses »...), et une assignation au tribunal de l'intersyndicale dont les lecteurs ne sauront rien, le silence ainsi laissé sur les raisons de cette assignation lui donnant un caractère de sanction incontestable.

La grève est « enfin » terminée, les ordures évacuées et les fonctionnaires rentrés dans le rang, c'est ce qu'il convient de retenir.

Julien Hairault et Pascal Chasson, le 10 mai 2012

[1] Si l'on excepte *Libé Lyon*, qui n'a consacré aucun article à ce sujet, les mensuels *Lyon Capitale* et *Mag 2 Lyon*, l'hebdomadaire *La Tribune de Lyon* ou encore *Rue89Lyon* ont couvert le conflit abondamment, avec des fortunes diverses, sur leur site internet ou sous forme de dossier. Par ailleurs, le site d'informations alternatives *Rebellyon* a également consacré plusieurs articles à ce sujet.

[2] Une alternative qui fait écho aux débats actuels sur la gestion de l'eau de l'agglomération lyonnaise attribuée depuis 1986 un opérateur privé (la société Veolia) : une eau qui est aujourd'hui l'une des plus chères de France.

[3] Nom donné à la Communauté Urbaine de Lyon qui compte aujourd'hui 58 communes pour une population de 1,3 millions d'habitants.

[4] À l'heure actuelle, la moitié des secteurs de Lyon comme de Villeurbanne sont déjà « ramassés » par le privé.

[5] Tout en répétant qu'il ne souhaite pas mettre en cause le service public de la Communauté urbaine, le président du Grand Lyon présente la nouvelle répartition des secteurs comme une mesure « sociale » qui permettrait en effet aux agents de bénéficier d'un samedi sur deux, laquelle mesure, rappellent les organisations syndicales, avait été obtenue par un accord en 2003 sans jamais avoir été mise en œuvre).

[6] Premier groupe français de journaux régionaux, le groupe EBRA, entendez *Est Bourgogne Rhône Alpes*, a été racheté en juin 2008 par le Crédit Mutuel qui possède désormais tous les titres de la presse régionale de l'est de la France.

[7] Le 23 mars : « La grève des éboueurs complique le quotidien des Villeurbannais. »

ACRIMED : LA CRITIQUE DES MEDIAS... EN ACTES !

Née du mouvement social de novembre-décembre 1995, Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui réunit chercheurs et universitaires, journalistes et salariés des médias, acteurs et militants du mouvement social. Elle porte une critique des médias indépendante, rigoureuse et sans complaisance, prenant le mal à la racine : une critique radicale.

Pourquoi une association ? Pour mener collectivement les indispensables combats pour transformer l'ordre médiatique existant.

Pour y participer, nous soutenir, nous lire, nous contacter, vous informer sur les activités de l'association, rendez-vous sur le site :

www.acrimed.org